

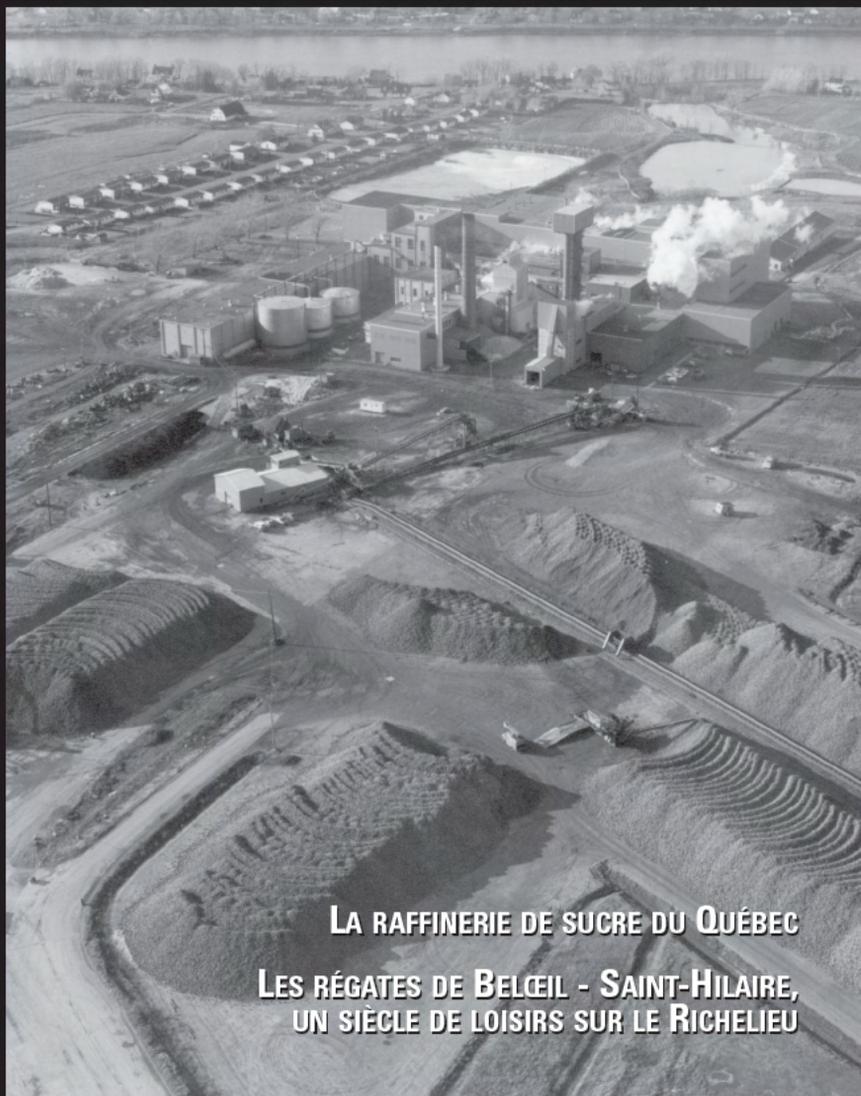
Cahier d'histoire

26^E ANNÉE

N^O 77

JUIN 2005

Société d'histoire de Belœil - Mont-Saint-Hilaire



LA RAFFINERIE DE SUCRE DU QUÉBEC

**LES RÉGATES DE BELŒIL - SAINT-HILAIRE,
UN SIÈCLE DE LOISIRS SUR LE RICHELIEU**

Société d'histoire de Belœil - Mont-Saint-Hilaire

Case postale 85010, Mont-Saint-Hilaire (Québec) J3H 5W1

Téléphone : (450) 446-5826

Courriel : shbmsh@cam.org

Site internet : <http://www.shbmsh.cam.org>

Membre de la Société d'histoire de la vallée du Richelieu,
de la Table de coordination des archives privées de la Montérégie,
de la Fédération des sociétés d'histoire du Québec
et de la Table culturelle de la Vallée-du-Richelieu.

Bureau de direction

Président: Alain Côté

Vice-président: Benoit Béland

Trésorier: Alain Côté

Directeurs: Pierre Gadbois

Pierre Lambert

Sarah Lecours

Jean-Mathieu Nichols

Comité de rédaction

Pierre Lambert, responsable

Anne-Marie Charuest et Suzanne Langlois

La Société publie des textes d'intérêt local et régional (Vallée-du-Richelieu) traitant d'histoire, de généalogie et de sujets connexes. Les manuscrits, remis en double exemplaire et sur disquette informatique, sont soumis au comité de rédaction qui les accepte, les rejette ou propose des modifications. Les auteurs sont priés d'utiliser les *Instructions aux auteurs* préparées à leur intention.

©Société d'histoire de Belœil - Mont-Saint-Hilaire 2005

Tous droits de reproduction réservés.

Graphisme: Nicole de Passillé

Impression: Marc Veilleux imprimeur inc.

Dépôt légal : deuxième trimestre 2005, Bibliothèque nationale du Québec
et Bibliothèque nationale du Canada. ISSN : 0225-5359

Cahier d'histoire

Société d'histoire de Belœil - Mont-Saint-Hilaire

26^E ANNÉE

N^O 77

JUIN 2005

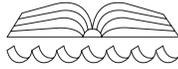
SOMMAIRE

La raffinerie de sucre du Québec

par Suzanne Bessette-Lafond et Pierre St-Germain _____ 3

Les régates de Belœil - Saint-Hilaire, un siècle de loisirs sur le Richelieu

par Pierre Lambert _____ 21



LA RAFFINERIE DE SUCRE DU QUÉBEC

————— SUZANNE BESSETTE-LAFOND ET PIERRE ST-GERMAIN

LE PREMIER AUTEUR EST MEMBRE DE L'ORGANISME PATRIMOINE HILAIREMONTAIS.
LE SECOND AUTEUR, ÉGALEMENT MEMBRE DE PATRIMOINE HILAIREMONTAIS, FAIT
PARTIE DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DE BELCEIL – MONT-SAINT-HILAIRE.

Qui ne se souvient de la Raffinerie de sucre du Québec? Impressionnante avec son immense terrain, sa propre voie ferroviaire, sa locomotive privée, ses montagnes de betteraves en automne, elle occupait le site actuel du nouveau Village de la Gare. Des étangs de décantation, deux grands entrepôts, un parc immobilier avec bureau et hôtel pour cadres et employés complétaient cette mosaïque industrielle, face à la montagne. D'octobre à janvier — période correspondant à l'arrivage et au raffinage de la betterave —, l'usine était une véritable ruche.

Pendant 42 ans, elle fut une source économique d'envie pour une importante couche de la population. Ainsi, en 1969, elle embauchait quelque 379 employés à son usine alors que dans les années 1950, 3 185 producteurs agricoles l'alimentaient en betteraves sucrières.

Maintenant disparue, elle fait partie intégrante du patrimoine hilairemontois. Nous rappelons ici les faits saillants de son histoire.

Étude de faisabilité

Dès 1877, selon des ingénieurs et des chimistes français et belges, la culture de la betterave sucrière, déjà bien établie en Europe, s'avère possible au Québec.

En 1880, une première sucrerie voit le jour à Farnham-Ouest; un an plus tard, une deuxième à Coaticook et une

troisième à Berthier. Elles ferment tour à tour, faute d'expertise et de financement. À la même époque, on dénombre deux raffineries en Ontario, une au Manitoba et deux en Alberta dont l'une est toujours existante. Une centaine de raffineries opèrent aussi en France, en Angleterre et aux États-Unis.

En 1935 et 1936, des ensemencements expérimentaux sont effectués dans les comtés de la plaine de Montréal, sous la direction de l'École de Laiterie de Saint-Hyacinthe. Cette dernière récolte, analysée à l'usine de Chatham en Ontario est concluante. Des hommes d'affaires se montrent alors intéressés à la construction d'une usine, mais manquent de ressources financières.

En 1936, le premier ministre libéral du Québec, Adélard Godbout, délègue en France le député Hormidas Langlais et l'économiste Paul Rioux pour y rencontrer des ingénieurs agronomes. Puis, Louis Pasquier, autre ingénieur agronome français ainsi que Gilbert Dionne, agronome de chez nous, étudient la viabilité d'une betteraverie ici, son emplacement, la nature des sols et visitent à cet effet quelques usines américaines. En 1939, ils proposent au gouvernement du Québec l'établissement d'une raffinerie de sucre de betteraves. La proximité et la quantité des terres propices à cette culture, la présence d'une voie ferrée et d'une rivière pour l'apport en eau requise à la transformation de la betterave font de Saint-Hilaire le site idéal. En 1941, une loi est votée autorisant l'achat de la machinerie et de l'outillage d'une usine inopérante dans le Wisconsin, la Rock County Sugar Company de Janesville. À l'automne de la même année, le gouvernement vote les sommes nécessaires à la construction de l'usine.

La construction

La construction de l'usine débute en octobre 1941. Quarante hommes y travaillent. On confie à F.-X. Lambert, entrepreneur de Sainte-Anne-de-la-Pérade, la construction

des entrepôts pour la pulpe et le sucre; entre ces deux édifices, sera érigée la sucrerie proprement dite. L'ingénieur américain Paul Merker se charge de démonter l'usine de Janesville et d'en planifier le remontage à Saint-Hilaire. La pénurie de la main-d'œuvre, la rareté des matériaux due à la guerre ainsi que des grèves entraînent des retards considérables. Une quarantaine de wagons de l'usine démantelée, arrivés à Saint-Hilaire le 20 novembre 1941, passent l'hiver sous la neige. Machines, bouilloires, tuyaux s'étalent sur plusieurs arpents. En pleine Chambre d'Assemblée, le chef de l'opposition, Maurice Duplessis, ne se gêne aucunement pour semoncer le premier ministre Godbout au sujet de l'exposition à la belle étoile de tout ce matériel.

Reconstruire avec du vieux constitue un défi de taille ainsi qu'en témoigne André Auger, chef de service de la Grande Culture, dans un mémoire présenté en mars 1945 à Laurent Barré, ministre de l'Agriculture sous la bannière de l'Union Nationale :

« Je dois rendre ici témoignage au dévouement et à la bonne volonté de ces hommes qui travaillaient dans des conditions assez pénibles. Ils n'ont compté ni leur temps ni leur fatigue. J'avais comme bureau une petite cabane d'environ 12' par 12' en planches simples chauffée avec un vieux baril métallique. Une table en planches à dessins au mur me servait de pupitre et des quarts à clous comme sièges. Pas de machine à écrire, pas de sténographe, pas de commis jusqu'au mois d'août de cette année [1941]. J'étais responsable de tous les travaux, je devais voir à tous les paiements, faire tous les achats, me débattre avec les contrôleurs pour obtenir les priorités, aller très souvent à Montréal. Du mois de mai au mois de septembre 1942, j'ai donné cinq jours francs à Saint-Hilaire quand ce n'était pas six. Les voyages se faisaient de nuit pour sauver du temps¹. »

Les travaux de mise en place de l'usine nécessitent un investissement initial de 1 050 000 \$, et pour la première fois, l'État se lance dans le domaine industriel...

Les débuts

À l'automne 1943, l'érection de l'usine de Saint-Hilaire n'étant pas terminée, la première récolte de betteraves à sucre du Québec est acheminée à l'usine ontarienne de Chatham. Le gouvernement confie à un agronome chimiste de l'Ohio, monsieur Allen, la gérance de la nouvelle usine de Saint-Hilaire. La culture de la betterave ravit les agriculteurs : ses racines de quasi deux mètres de longueur ameublissent le sol, et voilà de surcroît un revenu d'appoint pour les petits cultivateurs, ceux-là qui disposent d'un à cinq acres.

Les gouvernements se succèdent. Le 30 août 1944, le gouvernement Godbout est défait par l'Union Nationale de Duplessis qui se voit dans l'obligation de garder ouverte la Raffinerie dont elle a décrié la construction. Les débuts sont modestes, laborieux, déficitaires à cause de l'insuffisance de la matière première, la betterave. Le ministère de l'Agriculture incite donc un plus grand nombre d'agriculteurs à s'adonner à cette culture.

Après la guerre, en 1946, Louis Pasquier est engagé comme gérant. Pour la première fois, en 1950, un bénéfice net est réalisé. À la consternation générale, le 10 février 1951, le ministre de l'Agriculture Laurent Barré congédie le gérant Louis Pasquier. Les journaux attisent la controverse. Arthur Dupré, député libéral de Verchères, défend avec vigueur Louis Pasquier. À l'Assemblée nationale, les débats sont houleux. Un journaliste du quotidien *Le Devoir*, Pierre Laporte, fait une analyse exhaustive du dossier et dénonce la décision de Duplessis. Laurent Barré soutient que le contrat qui lie Louis Pasquier au gouvernement n'a pas été respecté et maintient la décision de congédiement.

En dépit de sérieuses difficultés, la sucrerie devient rentable et le gouvernement Duplessis, en place depuis 1944, se voit contraint de démentir une fois de plus les rumeurs de vente et de maintenir les activités sucrières. Et ce, malgré les pressions de son ami, McConnell, propriétaire

de la St. Lawrence Sugar Refineries. Voici ce qu'il confie à Duplessis :

« Mon cher Maurice,

Peut-être ne sommes-nous pas d'accord sur tous les points, mais il y a une chose sur laquelle nous pouvons nous entendre, à savoir que l'établissement d'une betteraverie dans la province de Québec a été une erreur monumentale.

McConnell, 26 mai 1947². »

Malgré la controverse, la Raffinerie poursuit ses opérations.

Les bonnes années

La production atteint son plein potentiel d'usage en 1964, année où l'ouragan Flora détruit le quart des récoltes de canne à sucre à Cuba et réduit la production dans d'autres pays des Caraïbes. L'U.R.S.S., quant à elle, augmente ses importations en raison d'une faible récolte. Cela a pour effet de faire monter le prix du sucre. L'usine réalise alors des profits.



Figure 1. Ferme des Sœurs de la Providence, à Belœil, 8 juillet 1949. M. Proulx, fermier attaché à la maison des Sœurs, cultivait 3,5 acres en betteraves pour un rendement de 14,72 tonnes à l'acre.

(Source : Québec, Office prov. de publicité, négatif 47951).

Entre-temps, d'autres régions du Québec s'intéressent à la culture de la betterave sucrière. Des expériences sont tentées à La Pocatière mais le rendement est décevant en raison du piètre égouttement des sols. La Dominion Sugar & Co. propose l'exploitation d'une deuxième raffinerie, ce que refuse le gouvernement. L'usine de Saint-Hilaire demeure l'unique usine betteravière de la province et fonctionne à pleine capacité pendant les mois de la récolte et de sa transformation, de 100 à 120 jours par année.

En 1968, nouvelle réalité : la production de la betterave dépasse la capacité d'usinage de la sucrerie. On allonge la période d'activité mais l'exposition au gel des betteraves entreposées occasionne une baisse de la teneur en sucre. Pour contrer cette surproduction, en 1969, les producteurs sont soumis à un contingentement. Force est de respecter la capacité maximale de 1 600 tonnes de coupe par jour d'opération de l'usine.

Les procédés de culture s'améliorent et se mécanisent. L'usage d'engrais accroît la production et la mécanisation réclame l'exploitation de plus grandes superficies. La vocation de la Raffinerie devra-t-elle s'écarter de sa raison première, celle de fournir un revenu d'appoint aux petits cultivateurs? L'administration doit désormais composer avec des agriculteurs plus performants, qui plus est, regimbant contre le contingentement. La fermeture est-elle de nouveau envisagée?

Nouvelle tentative de rentabilisation

Bien que le marché mondial soit disposé à absorber davantage de sucre du Québec, rappelons que l'usine, avec le même vieil équipement, ne fonctionne que de 100 à 130 jours par année à sa pleine capacité. C'est aussi la seule qui rémunère les producteurs à la tonne, plutôt qu'à la teneur en sucre. Les engrais, quant à eux, permettent des betteraves plus grosses et moins sucrées. Ces facteurs ne sont pas de nature à stabiliser l'entreprise.